

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Anabib : chronique
d'une mort annoncée

Anabib est une entreprise, dans la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj, qui fait l'étude, la fabrication, la fourniture et l'installation des systèmes d'irrigation ; elle fabrique notamment des rampes d'aspersion classiques et des pivots d'irrigation conçue pour 76 hectares. Cette entreprise risque de mourir faute de marchés pour vendre ses produits et croule sous les dettes bien que l'Etat ait pris en charge une partie qui s'élevait à 6 milliards de centimes. Aussi, pour éviter l'asphyxie financière, elle s'est allégée de près de 100 personnes sur un effectif de 230 travailleurs

qui ont fait l'objet de départ volontaire et de départ à la retraite entre 2006 et 2007. Face à cette faillite, l'entreprise cherche désespérément un partenaire international ou national comme unique recours pour sauver Anabib. Et pour cause : le coût de l'acier et du zinc, matières premières de production, sont coté en Bourse subissant une inflation internationale dont l'impact négatif s'est fatalement répercuté sur l'entreprise, ce qui a augmenté le prix de vente des produits. Les agriculteurs durant une telle situation préfèrent installer un système d'irrigation en PVC, un produit

nettement moins cher, donc plus accessible. Cependant, il faut noter que les produits en PVC sont de mauvaise qualité et leur durée de vie varie entre 1 et 2 ans au maximum.

Alors que les produits Anabib ont une durée de vie de 10 ans et sont de très bonne qualité. Il y a lieu de rappeler que cette entreprise avait un contrat avec l'Irak de plusieurs milliards de centimes qui lui permettait de fonctionner normalement. Mais la crise de l'Irak et donc la perte du contrat ont eu un effet désastreux sur l'entreprise. Il est à signaler que le

chiffre d'affaires, qui était de 680 millions de dinars en 2001 et de 544 millions de dinars en 2002, est descendu à 373 millions de dinars en 2003. A l'heure actuelle, il a certainement encore chuté. Le nombre de travailleurs qui était de 259 en 2003 est tombé en 2007 à 130. Tous ces chiffres indiquent qu'elle va vers une faillite inéluctable qui mettrait au chômage les 130 travailleurs en poste, telle est désormais la douloureuse équation socioéconomique à laquelle est confrontée l'entreprise Anabib de Bordj-Bou-Arreridj.

Layachi-Salah-Eddine

CONSTANTINE

35 personnes examinées
pour syndrome dysentérique

"La preuve bactériologique n'est pas encore constatée pour affirmer s'il s'agit bien d'une épidémie de typhoïde. Ce que nous pouvons dire c'est que les 35 personnes examinées du 5 au 9 avril courant au niveau du service des urgences du CHU ont souffert d'une toxo-infection alimentaire collective due, probablement, à l'eau. A cet effet, nous avons alerté les services compétents de la direction de la santé de la wilaya afin d'ouvrir une enquête épidémiologique pour déterminer la cause de l'infection". C'est ce qu'a déclaré le directeur du CHU de Constantine, le D' Zermane, hier, à propos de l'intoxication qui a touché près d'une quarantaine de personnes habitant la cité populaire d'El-Guemmas à Constantine où le spectre de la typhoïde suscite depuis toujours peur et inquiétude des locataires de ce quartier déshérité, notamment depuis

le lancement des travaux de rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable et des eaux usées il y a quelques mois.

Le D' Zermane a précisé que cette histoire a commencé dans la nuit de jeudi à vendredi derniers quand le service des urgences du CHUC a dû consulter 21 personnes, âgées entre 15 et 70 ans, dont 2 familles composées respectivement de 7 et 8 membres, pour syndrome dysentérique, c'est-à-dire fièvre, diarrhée et vomissements. Lors de la nuit suivante, 8 autres malades ont été examinés pour les mêmes symptômes. La journée du 9 avril a, elle aussi, connu son lot d'intoxiqués qui, selon le DG du CHU, habitent le même îlot du quartier précité.

Le même responsable a affirmé qu'aucune admission n'a été enregistrée jusqu'à maintenant au niveau de

la structure sanitaire qu'il gère. Les diagnostics, selon les termes du D' Zermane, n'ont pas affichés des signes de déshydratation pour ces malades lesquels sont, actuellement, sous traitement ambulatoire. Et d'ajouter que la cause de cette contagion n'a pas encore été déterminée. "Vu la fréquence des contaminations et les déclarations des malades, nous pensons à une éventuelle consommation d'eau impropre, mais ça reste une hypothèse comme une autre tant que les résultats de l'enquête ne sont pas connus", a-t-il indiqué. Côté direction de la santé, aucune information n'a filtré sauf qu'un médecin au service de prévention auprès de cette administration s'est contenté d'affirmer que l'enquête diligentée par la direction n'a pas encore connu d'épilogue.

Lyas Hallas

GUELMA

La ville sombre dans une profonde léthargie

La wilaya de Guelma, qui n'est ni côtière ni touristique, n'a jamais su prendre en charge le développement d'un secteur aussi porteur que celui des loisirs et de l'animation. Un constat amer, caractérisé par l'ennui et la lassitude pour des milliers de familles, notamment les enfants et les jeunes, surtout en été. La ville du 8-Mai-45 ne dispose d'aucune infrastructure

récréative susceptible d'offrir des services de loisirs et d'animation. Le parc d'attractions de la ville n'a toujours pas ouvert et l'idée de sa concession à un privé n'a pas donné de résultat. Le théâtre romain, une infrastructure d'une grande importance, connue à l'échelle internationale, n'a pas ouvert ses portes durant des années en raison des travaux de restauration, actuellement terminés. Aucun programme d'animation n'a vu le jour dans ce "bijou romain" qui a sombré dans une profonde léthargie. Même cas pour le théâtre municipal Triki-Mahmoud, en plein centre-ville, où l'inactivité est de mise, sauf quelques meetings politiques.

La culture dans la wilaya de Guelma est morte, elle est en chômage depuis longtemps à cause des responsables incapables de gérer leur secteur. Les nombreuses salles de cinéma de la ville sont fermées, la seule qui est restée ouverte, le Triomphe, a connu une dégradation très avancée, mais, aujourd'hui, elle est réhabilitée grâce à une décision

prise par le wali et suite à un appel d'offres lancé par le DLEP, maître d'ouvrage. Une entreprise spécialisée est à pied-d'œuvre aux fins de réhabiliter cette salle emblématique.

Les vieux adeptes du septième art racontent, avec nostalgie, les moments agréables qu'offraient autrefois les salles de cinéma, tout en déplorant l'état actuel des lieux.

Les soirées musicales et artistiques font cruellement défaut et les fêtes de mariage constituent le seul moyen pour les jeunes de profiter un peu d'animation et de détente. Aujourd'hui, estiment les Guelmies, il est grand temps de songer au développement de la ville par la réalisation de structures de loisirs, particulièrement durant les saisons estivales. Des lieux féériques sont capables d'attirer des visiteurs et de constituer une source de création d'emplois. Les structures qui existent déjà méritent d'être réhabilitées pour leur exploitation officielle afin de sortir la wilaya de Guelma de sa torpeur.

B. N.

ANNABA

LEGISLATIVES
FLN : les redresseurs
des "redresseurs"

Le FLN à Annaba est en ébullition et, au vu de ce qui se passe, tout porte à croire qu'une fronde est en train de couvrir, fronde dont les conséquences feront beaucoup de mal au vieux parti. En effet, les 19 kasma (6 à Annaba-ville, 3 à El Bouni et 10 réparties sur les autres communes) ont rejeté la liste qui leur a été communiquée par la direction politique et comptent ne pas faire de campagne pour les candidats choisis quitte à fermer ces structures indispensables pour cette importante échéance. "Nous croyions, nous déclarer un responsable de Kasma, que le dernier congrès dit de 'la réunification' avait unifié les rangs et rassemblé les militants des 2 courants qui s'entredéchiraient et ce, pour l'intérêt du parti, malheureusement, nous avons constaté qu'à travers tout le pays, tous ceux qui avaient soutenu ou fait campagne pour Benflis ont été exclus au profit de candidats qui n'ont même pas totalisé 7 ans de militantisme au sein de notre formation et ce, en contradiction avec les statuts et le règlement intérieur du parti. Nous ne pouvons cautionner cela, ce serait aller à l'encontre de nos convictions et abjurer à des injonctions qui n'ont rien à voir avec les principes fondateurs du FLN". Un autre nous fait savoir que, lors des précédentes échéances, les formulaires de candidature étaient accompagnés de fiches d'évaluation où le responsable de la kasma où est structuré le candidat exprime son avis sur la probité, le niveau intellectuel, la popularité, la disponibilité et la discipline dudit candidat. "Cela n'a pas été le cas pour ces législatives, on s'est contenté de réserver un petit espace 'observations' pour le chef de la kasma. Sans plus. Tout a été fait à Alger, et ils veulent qu'on cautionne ! Ça ne marche pas comme ça ! Maintenant, nous allons être les redresseurs des redresseurs", nous confie-t-il. Selon nos informations, un comité des sages a été constitué pour demander la révision de la liste à Annaba et ce, nous dit-on, pour sauver le FLN à Annaba. Un FLN démembré, sans *mouhafad*, sans coordination et qui, à coup sûr, sera le grand perdant de ces élections. "S'il arrive à décrocher un siège sur les 7 à Annaba, ce sera une performance !", nous lance un vieux militant.

M. Rahmani

L'ex-directeur général
de Sonarem honore la ville

L'ex-directeur de la prestigieuse société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem), M. Idir Abderrahmane, a été honoré, mardi dernier, à Annaba lors d'une réception organisée à son intention par le président-directeur général du groupe Ferphos, M. Lakhdar Mebarki, en présence des cadres du secteur et d'invités. Très ému par les paroles du P-DG de Ferphos retraçant son itinéraire professionnel exemplaire, puis son premier poste à l'Ouzenza (Tébessa) en 1965 jusqu'à sa dernière fonction au sein de Ferphos, M. Idir s'est dit heureux de se retrouver parmi les siens qui ont contribué à développer ce secteur stratégique, notamment après la nationalisation des mines le 6 mai 1955 sous le règne du défunt président Houari Boumediène. Par ailleurs, et en marge de cette réception sympathique, on a appris que près de 1 520 tonnes de minerais de phosphate par jour sont acheminées par les camions de la Société des transports routiers de minerais (Sotramine). Selon M. Bouaraâra Lotfi, son directeur général, cette société, relevant du groupe Ferphos, a démarré en juillet 2006 pour faire face aux insuffisances de transport du minerais, assuré auparavant par rail entre les mines de phosphate de Djebel Onk (Tébessa) et le port de Annaba. En neuf mois d'existence, cette filiale de Ferphos a transporté 220 000 tonnes de minerais de phosphate. Elle a également entrepris des travaux d'aménagement et de modernisation de son propre parc, comportant un atelier de maintenance et de réparation, situé à Chaïba, dans la commune de Sidi Amar (Annaba). 22 autres camions semi-remorques flambant neuf vont renforcer la flotte de cette société, en plus du recrutement de 40 chauffeurs. Le groupe Ferphos, qui avait exporté durant l'exercice 2006 1,5 million de tonnes de phosphate, prévoit de placer sur le marché mondial en 2007 un volume de deux (02) millions de tonnes.

Nabil Kebaili

Précisions

Suite à la parution de l'information concernant la fuite du directeur du Crédit populaire d'Algérie de l'agence de Aïn-Oulméne (voir votre écrit du 11/04/2007), je démens formellement cette information que je considère sans fondement, sachant que j'ai été présent au tribunal de Stéf, le lundi 9/04/2007, pour être entendu. Pour votre information, je serai présent le samedi 14/04/2007 auprès de ce même tribunal pour être entendu par le juge d'instruction.

Pour la bonne règle, je vous demande de faire paraître le présent démenti dans les mêmes formes.

Le directeur de l'agence